

**Extrait du registre des décisions de la Présidente**

**Décision n°2023-64**

**Objet : Convention de mise à disposition d'un local au CIE84 pour exercer la mission de facilitateur des clauses d'insertion sociales**

**La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière d'action sociale,

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière d'action sociale ;

Vu l'arrêté n° 2020-1309 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Christian Forestier, directeur des ressources et des moyens, adjoint au directeur général des services de la CoVe;

Considérant l'intérêt pour la CoVe et ses communes membres de bénéficier de l'appui technique d'un facilitateur pour développer les clauses d'insertion dans leurs marchés publics,

Considérant la demande du CIE84 pour l'hébergement du facilitateur des clauses d'insertion dans les locaux de la CoVe,

**Décide**

**Article 1 :** D'approuver la mise à disposition à titre gratuit au CIE84 d'un local au sein des locaux de la CoVe ainsi que la convention relative à cette mise à disposition,

**Article 2 :** Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras le 10 août 2023,  
Pour la Présidente et par délégation,  
Le directeur des ressources et des moyens,  
Adjoint au directeur général des services,

  
Christian Forestier



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX  
SITUÉS AU SIÈGE DE LA COVE À L'ASSOCIATION CIE84  
POUR LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT DES CLAUSES SOCIALES  
SUR LE TERRITOIRE PAR UN FACILITATEUR**

Entre

La Communauté Ventoux Comtat Venaissin (CoVe), représentée par sa présidente, madame Jacqueline Bouyac, dûment habilitée à cet effet en vertu d'une décision n° 2023-64 du 10 août 2023, ci-après dénommée « la CoVe »

D'une part,

Et

L'association « CIE84 », dont le siège social est situé au 200, rue Michel de Montaigne, 84909 à Avignon, régulièrement déclarée en préfecture, et représentée par sa présidente, madame Sylvette Carlevan, ci-après dénommée « l'association »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Le poste de facilitateur des clauses d'insertion est géré par le CIE84, et a été créé en 2016. En référence à la convention de partenariat pour le développement de la clause d'insertion sur le territoire de la CoVe, signée entre la CoVe, la Ville de Carpentras et le CIE84 en 2016, la CoVe attend que le facilitateur l'accompagne ainsi que ses 25 communes dans le développement des clauses d'insertion dans leurs marchés publics par :

- Un appui méthodologique et stratégique (identification des marchés, définition du nombre d'heures d'insertion, rédaction des clauses sociales du marché, analyse des offres sur le volet social, etc.)
- Une information aux entreprises soumissionnaires
- Un accompagnement de la mise en œuvre opérationnelle de la clause d'insertion (définitions des besoins de recrutement, rédaction des fiches de postes, entretien de recrutements, etc.)
- Un suivi, contrôle et bilan quantitatif et qualitatif des heures effectuées.

Compte tenu que le CIE84 ne dispose pas d'espace suffisant pour héberger le facilitateur, la CoVe met des locaux à disposition du CIE84.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre précaire à l'association « CIE84 » un bureau au sein du siège même de la CoVe situé au 1171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200).

Ce bureau partagé sera occupé à hauteur de 2 jours par semaine avec des horaires selon les règles d'ouverture des locaux en vigueur au sein de la CoVe.

La possibilité d'utiliser des salles de réunion sera aussi donnée au CIE84 en fonction des disponibilités et respect d'un planning.

## **Article 2 : DÉSIGNATION**

La COVE met à disposition à titre gratuit un bureau équipé du mobilier (bureau + chaise + armoire de rangement) ainsi que le matériel de téléphonie et informatique nécessaire à l'exercice de la mission du facilitateur.

## **Article 3 : DESTINATION**

L'association ne peut affecter les lieux à une destination autre qu'à celle de la mission du facilitateur.

La CoVe peut effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

## **Article 4 : CONDITIONS D'UTILISATION**

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions d'utilisation suivantes que l'association s'oblige à exécuter à savoir :

### **4.1. Conditions générales**

L'association prend les locaux mis à disposition dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et elle usera du tout suivant l'usage sans pouvoir en changer la destination sus indiquée.

L'association doit se conformer aux usages en vigueur et aux règlements de police.

Elle doit respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006).

### **4.2. Sous-location**

La location ou sous-location, à titre gracieux ou onéreux, à toute personne est interdite.

## **Article 5 : ENTRETIEN – TRAVAUX - RÉPARATIONS**

L'association est tenue :

- de ne rien faire ni laisser faire dans ces bâtiments qui puisse nuire à leur aspect, leur conservation et leur propreté.
- de déclarer immédiatement à la CoVe toute dégradation ou défectuosité qu'elle constaterait dans les lieux mis à disposition, sous peine d'être tenue de procéder à ses frais et sous sa responsabilité à la réparation complète dudit dommage, de son aggravation et de ses conséquences éventuelles.
- de subir les inconvénients de tous travaux de réparation ou autres devenus nécessaires dans les bâtiments confiés sans pouvoir réclamer aucune indemnité à la CoVe.

L'association assure la charge financière des dégradations qui mettraient en cause sa responsabilité, y compris celles n'entrant pas dans le champ d'application des risques couverts par les assurances.

L'association ne peut faire aucun percement de mur ni changement de disposition ou de distribution des lieux, ni travaux ou aménagements modifiant les lieux de manière permanente dans les locaux mis à disposition sans l'autorisation expresse et écrite de la CoVe.

L'association doit laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour les travaux qu'elle aura fait faire, dans le respect de la clause précédente, à moins que la CoVe ne préfère demander le rétablissement des lieux en leur état primitif, aux frais de l'association.

#### **Article 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

6-1 : La mise à disposition des locaux est consentie à titre gratuit. Le CIE84 s'engage à valoriser cet apport en nature dans le budget et le bilan de son action évaluée à 4 275€ par an.

6-2 : Les charges sont réparties de la manière suivante :

- L'abonnement et la consommation d'eau et d'électricité sont pris en charge par la CoVe ainsi que les abonnements, réseaux et consommations téléphoniques et informatiques.
- La CoVe assure le ménage des locaux mis à disposition.

#### **Article 7 : RESPONSABILITÉS - ASSURANCES**

7-1 - L'association assure sa responsabilité ainsi que celle de ses membres à l'égard des tiers, y compris du propriétaire, la CoVe, en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés du fait de ses activités en général, de sorte que la CoVe ne puisse, en aucun cas, être inquiétée à l'occasion de dommages de toute nature ou litiges qui surviendraient.

L'association doit fournir l'attestation d'assurance à la CoVe à la signature de la présente convention puis tous les ans, avant le 31 janvier, sous peine de résiliation.

L'association fait son affaire personnelle de l'assurance de ses biens meubles, le cas échéant.

La CoVe prend à sa charge les assurances multirisques des biens meubles et immeubles qu'elle aura confiés à l'association en vertu de la présente convention.

#### **Article 8 : RÉSILIATION**

La présente convention peut cesser à tout moment de la part de la CoVe ou de l'association moyennant un préavis d'un mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation unilatérale de la part de l'administration ne donne droit à aucune indemnité d'éviction du fait de la précarité de la présente convention.

En cas d'infraction aux clauses de la présente convention et après mise en demeure par la CoVe effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant

huit jours, la présente convention peut être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire recours au juge, ni de remplir aucune formalité.

La présente convention cesse immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou changement social de l'association.

#### **Article 9 : DURÉE ET PRISE D'EFFET**

La présente mise à disposition est consentie à titre précaire et révocable pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et renouvelable tacitement onze fois aux conditions ci-dessous.

Sa reconduction dépendra de l'évaluation qui sera faite de l'avancement de la mission du point de vue :

- de l'évolution du nombre de marchés clausés sur le territoire de la CoVe
- de l'évolution du nombre de communes de la CoVe ayant adhéré à la démarche
- du nombre de demandeurs d'emploi résidant sur le territoire de la CoVe ayant bénéficié du dispositif
- de la formalisation d'une charte de partenariat

#### **Article 10 : LITIGE**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux par le biais de l'élaboration d'une transaction notamment.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du tribunal administratif de Nîmes.

Fait à .....en 2 exemplaires

Le .....

Pour la CoVe

Pour l'association CIE84

Jacqueline Bouyac  
Présidente

Sylvette Carlevan  
Présidente